

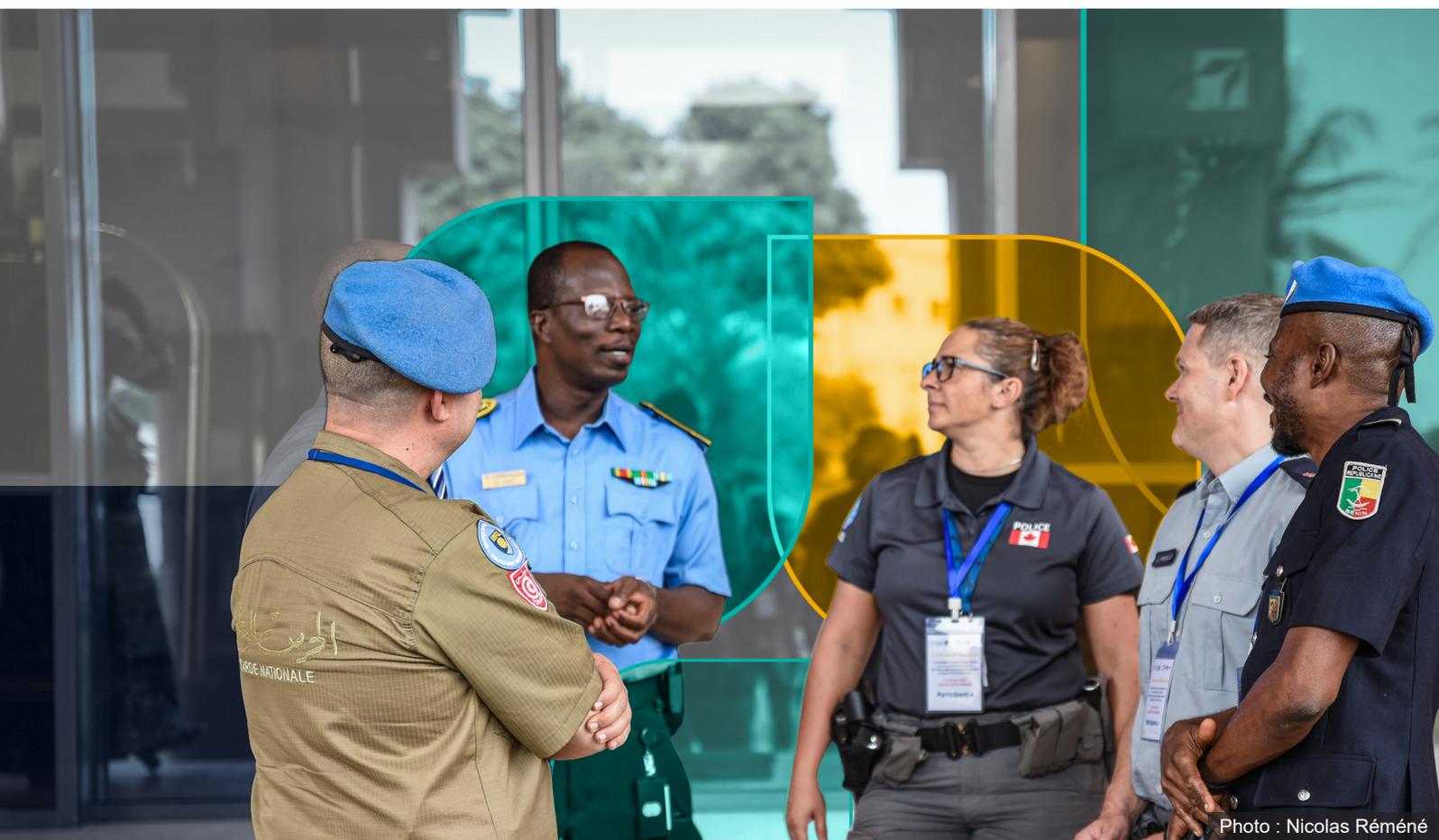
DCAF en 2024

L'année 2024 a été marquée par une intensification des défis mondiaux, mettant à rude épreuve la résilience et la légitimité des institutions de sécurité à travers le monde. Notre travail dans des contextes fortement affectés par les conflits, tels que l'Ukraine ou le Territoire palestinien occupé, a illustré la nécessité de concilier la réponse aux menaces immédiates avec l'exigence de bâtir des institutions de sécurité fondées sur la légitimité, la légalité et la redevabilité. Dans ce paysage mondial de plus en plus instable, la mission du DCAF n'a jamais été aussi pertinente. Notre engagement en faveur d'une gouvernance du secteur de la sécurité qui soit efficace, transparente, inclusive et responsable demeure fondamental.

Au moment où vous lisez ces lignes, le DCAF franchit deux étapes importantes : notre 25^{ème} anniversaire et le lancement de notre stratégie 2025-2030. Nous sommes reconnaissants pour la confiance et la collaboration que nous accordent toutes les personnes avec lesquelles nous travaillons dans le monde.

Notre rapport annuel 2024 partage les faits marquants et moments clés de l'année pour le DCAF, démontrant notre engagement dans la prévention des conflits, le renforcement de la cohésion sociale et la promotion d'une paix durable et de la dignité humaine pour tous.

Accédez au
rapport annuel 2024



TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ



Photo : DCAF

Placer les besoins de la population au cœur de la sécurité dans le Territoire palestinien occupé

Depuis 2005, le DCAF travaille dans le Territoire palestinien occupé pour renforcer la responsabilité et l'efficacité du secteur de la sécurité et pour consolider sa légitimité

en répondant aux besoins de la population palestinienne. En 2023, nous avons interrogé plus de 1500 personnes à Gaza, en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés, afin de recueillir leur avis sur la sécurité et la justice. En 2024, le DCAF a cartographié les acteurs de la sécurité, analysé l'émergence de nouveaux groupes armés et évalué les pertes institutionnelles liées à la guerre. En encourageant le dialogue entre les différentes factions et institutions, le DCAF a partagé son expertise avec les donateurs internationaux et a soutenu la planification de la sécurité post-conflit à Gaza, en mettant l'accent sur les approches centrées sur les personnes et les futures dispositions en matière de sécurité.

« La sécurité est le contraire de la peur. J'ai peur en permanence. »

Un jeune habitant
de la ville de Gaza

Notre vision est celle d'un monde dans lequel les secteurs de la sécurité gouvernés démocratiquement répondent aux besoins de toutes les personnes sans discrimination et contribuent à des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

KENYA



Photo : Moses Sukali

Identité juridique et accès à la sécurité et à la justice

Au Kenya, en 2022, environ 100 000 personnes ne disposaient pas de documents d'identité légaux, les exposant à des risques accrus d'abus, en particulier dans le nord et le nord-est du Kenya. Les communautés ethniques rurales, nomades et marginalisées

sont confrontées à des obstacles systémiques, comme la corruption et la discrimination. En 2024, la Commission de la justice administrative du Bureau du médiateur du Kenya, avec le soutien du DCAF, a mené une enquête publique dans le comté de Wajir, révélant des cas de corruption et des retards dans la délivrance des pièces d'identité. Les conclusions ont donné lieu à un rapport et à des changements de politique. Peu après, le président Ruto a dissous les comités de contrôle discriminatoires et a introduit de nouvelles lignes directrices. Les délais d'attente pour l'obtention d'une carte d'identité ont considérablement diminué, marquant une étape clé pour garantir que tous les Kényans puissent jouir de leur droit à une identité légale.

« Nous avons le droit d'accéder aux cartes d'identité nationales, mais dans le nord du Kenya, ce droit n'est pas respecté. »

Halima Kahiye
Journaliste

Radio communautaire de Wajir

HONDURAS



Photo : PNH

SÉNÉGAL



Photo : MONUSCO / SENFPU Bunia

Promouvoir l'égalité des genres dans les forces armées sénégalaises

Le parcours du commandant Rokhaya Lô illustre non seulement une victoire personnelle, mais aussi que le changement se produit lorsque les institutions sont prêtes à évoluer et à soutenir pleinement le leadership des femmes.

Diplômée d'un master en genre et consolidation de la paix, elle devient la première femme à commander une unité de gendarmerie au Sénégal. À la tête de la Division Genre de la gendarmerie, elle s'impose en élargissant le cadre des formations sur le genre, et en devenant la première femme commandante d'une unité de police sénégalaise au

sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Le commandant Rokhaya Lô attribue à la méthodologie MOWIP, mise au point par le DCAF et l'université de Cornell, d'avoir permis un changement institutionnel et d'avoir renforcé la confiance dans le leadership féminin, tant au niveau national qu'au sein des opérations de maintien de la paix.

« La méthodologie nous a permis de percevoir les obstacles qui empêchaient les femmes d'avancer et a donné au commandement la confiance nécessaire pour croire en mon leadership. »

Commandant Rokhaya Lô

Créer de la confiance entre les communautés locales et les services de police

Depuis 2018, le DCAF soutient la police nationale hondurienne (PNH) dans la transformation et la modernisation de ses services, en s'appuyant sur les normes internationales en matière de maintien de l'ordre. Parmi les changements, le DCAF a aidé la PNH à élaborer un nouveau manuel sur l'usage de la force, à mettre à jour son modèle de police de proximité et à mener des enquêtes régulières sur la perception de la population. En 2024, les résultats montraient déjà une réduction des observations de mauvais traitements physiques par la police et une augmentation notable de la confiance des citoyens quant à l'action de la police. Le

« Nous sommes reconnaissants de l'accompagnement fourni par le DCAF ainsi que de son engagement envers les agences de sécurité honduriennes, contribuant ainsi tant à l'efficacité de leur action qu'au renforcement de la confiance des citoyens. »

Directrice

Direction des Affaires disciplinaires de la police

UKRAINE



Photo : Volodymyr Lukichev

L'importance de la bonne gouvernance en temps de guerre

Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle en 2022, l'Ukraine a rapidement augmenté la taille de son armée, posant d'importants défis en matière de gouvernance, notamment en ce qui concerne le droit international humanitaire (DIH). Reconnaisant que le respect du DIH constitue un avantage stratégique, le ministère ukrainien de la Défense a demandé au DCAF d'évaluer les pratiques existantes, en identifiant les lacunes et les points forts. Le DCAF a ensuite élaboré un programme de formation conforme aux normes de l'OTAN et adapté aux réalités auxquelles les soldats sont confrontés sur le champ de bataille, comme la reddition de soldats ou la découverte de preuves de crimes de guerre. Des outils pédagogiques, des mises à jour de politiques et une nouvelle division du droit international ont été mis en place pour soutenir l'application de la législation. En dotant les forces armées ukrainiennes des connaissances et des outils nécessaires au respect du droit international humanitaire, le DCAF contribue à renforcer une bonne gouvernance en temps de guerre, qui prépare les forces armées à combattre efficacement et dans le respect de la loi.

« Le DCAF change la donne en matière d'intégration et de responsabilisation dans le domaine du droit international humanitaire. »

Inna Zavorotko

Directrice adjointe
Ministère ukrainien
de la Défense

DCAF a également soutenu la PNH dans ses efforts pour devenir une institution plus égalitaire, grâce notamment à l'élaboration de sa politique sur le genre et à la création du tout premier diplôme sur l'égalité des genres à l'université de la police. Bien que les femmes ne représentent que 25 % des agents de la police nationale en 2024, plus de 60 % des nouvelles recrues entrant à l'Académie de police sont des femmes, signe prometteur que les efforts déployés pour être plus inclusifs sont couronnés de succès. Le programme du DCAF au Honduras s'est achevé en 2024, mais son impact se poursuivra grâce aux éléments qui sont désormais dans le plan stratégique 2025-2030 de la PNH.

MERCI

Nous sommes reconnaissants à nos généreux donateurs pour leur confiance et leur soutien en faveur d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, condition sine qua non d'une paix et d'un développement durables.



STRATÉGIE 2025-2030

Alors que nous mesurons le chemin parcouru au cours des 25 dernières années, nous gardons les yeux tournés vers l'avenir. Nous poursuivons notre engagement à apprendre, innover et adapter notre approche pour répondre aux besoins en constante évolution de nos partenaires et de nos parties prenantes. Nous vous invitons à prendre quelques instants pour consulter l'intégralité de notre stratégie 2025-2030.



**DCAF - Centre pour la gouvernance
du secteur de la sécurité, Genève**

Chemin Eugène-Rigot 2E
1202 Genève Suisse

 +41 22 730 94 00

 info@dcaf.ch

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux



www.dcaf.ch